

L'hebdo une pièce

MAL-LOGEMENT : CES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT



DOSSIER

En France, près d'une personne sur dix vit mal son logement. Cette semaine, le JT part à la rencontre de maçons d'un nouveau genre qui trouvent des clés pour mieux se loger.

pages 06 à 10

GRAND ANGLE

COMMENT VOTER EN PRISON ?

Seuls 4% des 50 000 détenus de France votent. L'association Robin des Lois les aide à retrouver leur place de citoyen.

page 03

EN VUE

EXPLORATEURS EN TERRE INCONNUE

Cinq aventuriers originaires du Sud-Ouest partent en Laponie à la rencontre du dernier peuple autochtone d'Europe.

page 04

LA QUESTION

POURQUOI DES SANGLIERS À TOULOUSE ?

Comment un sanglier a-t-il pu s'inviter chez un commerçant de Gratentour ? Le JT a enquêté sur cette invasion porcine.

page 05

©Hélène Ressayres

LA MEILLEURE FAÇON DE
TROUVER
UN TRAVAIL
C'EST D'ALLER AU

TAF
LE SALON
TRAVAIL-AVENIR-FORMATION
DE LA RÉGION

+ Plus d'infos sur laregion.fr



3/4 MARS - TOULOUSE
PARC DES EXPOSITIONS - 9H30/17H30

RETROUVEZ NOS ARTICLES
PREMIUM SUR LE WEB



Toutes vos questions formation au
0 800 00 70 70
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Inscriptions gratuites 3995
(0,15 euro/min)



L'ÉDITORIAL

/// Par la nouvelle équipe
du Journal Toulousain

Délogeons le fatalisme !

Il s'agit certes d'un «néologisme défectueux» selon Wikipedia mais en l'inventant à l'occasion de son premier rapport sur le sujet en 1996, la Fondation Abbé-Pierre aura eu le grand mérite de mettre un nom sur un problème de société majeur jusque-là sous-estimé : le mal-logement.

Depuis, le terme s'est imposé dans le débat public et a même fait des petits (malbouffe, etc.). Mais la situation, elle, est toujours aussi préoccupante. 4 millions de personnes "mal-logées" et plus de 12 millions en situation de fragilité face au logement selon le dernier rapport de la Fondation. Et en la matière, point de «*misère moins pénible au soleil*», Toulouse est à la même enseigne, voire en pointe comme toutes les grandes villes où la pression démographique et immobilière est intense.

« Ne pas nier la réalité
mais refuser le fatalisme »

Face à une problématique d'une telle envergure, nous pourrions rentrer encore plus dans les détails, analyser en profondeur les raisons d'une telle précarité ou bien continuer à relater le parcours du combattant qu'est devenue la recherche d'un logement. Mais sans pour autant cesser de chercher à comprendre, on peut supposer que, depuis plus de 20 ans que le sujet est sur la table, ce travail a été fait et refait. Sans que l'on ne voit poindre des jours meilleurs. Alors il y a dans l'air comme une lassitude à se restreindre au constat.

C'est tout le sens de l'orientation prise par le Journal Toulousain et d'autres médias. Il ne s'agit pas de nier la réalité mais de refuser le fatalisme. Car si LA solution n'existe pas, les envies, les idées – des plus utopiques aux plus concrètes – les alternatives – du système D aux projets d'ampleur – et les initiatives, qu'elles soient institutionnelles ou associatives, elles, ne manquent pas.

Il ne faudrait surtout pas que l'enthousiasme animant ceux qui luttent depuis des années contre le mal-logement finisse par s'essouffler. Il est temps de leur donner le petit coup de projecteur qu'ils méritent.

▶ Réagissez à cet édito sur nos réseaux sociaux



SOMMAIRE

Page 03

GRAND ANGLE
Comment votent les détenus ?

Page 04

ILS MÉRITENT DE FAIRE LA UNE
L'expédition Ulminak,
explorateurs en terre inconnue

Page 05

LA QUESTION
Pourquoi y a-t-il autant
de sanglier autour de Toulouse ?



DOSSIER

MAL-LOGEMENT :
CES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT

Page 06

Les voyants sont au rouge

Page 07

Et si l'on habitait
dans des bureaux vides ?

Page 08

Échange aide à la rénovation
contre loyer modéré

Page 09

L'habitat social,
une caution contre le mal-logement

Page 10

Les solutions de la semaine

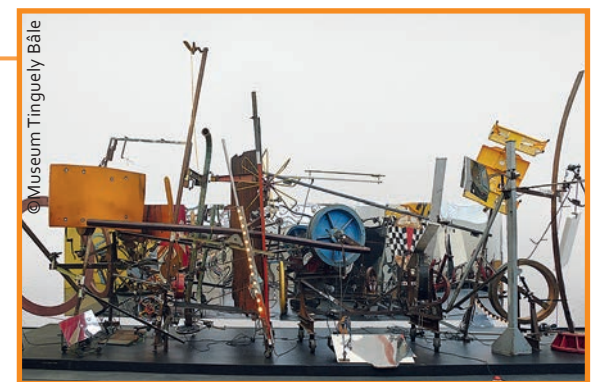


Page 11

CULTURE
Les Abattoirs exposent
le Nouveau Réalisme

Page 12

LÈCHE-VITRINE
; Mucho ! Un petit coin de Séville
à savourer



LIRE C'EST PARTICIPER

est édité par Scoparl News-Medias 3.1

32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulousain.fr

Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman-Pradel

RÉDACTRICE EN CHEF :
Séverine Sarrat
severine.sarrat@lejournaltoulousain.fr

RÉDACTION :
Nicolas Mathé, Marine Mugnier,
Delphine Tayac, Séverine Sarrat, Gael
Cérez, Brice Bacquet, Audrey Somazzi
et Thomas Gourdin.

CHEF DE PROJET :
Cécile Varin

CHEF DE PROJET WEB :
Vincent Penalba

CORRECTION :
Thomas Gourdin

PHOTOGRAPHES :
Franck Alix, Kevin Figuière, Hélène Res-
sayres.

MAQUETTE :
Isabelle Aubry

IDENTITÉ VISUELLE :
www.ecoimage.fr

ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulousain.fr
Le Journal Toulousain est habilité à
publier les annonces légales et
judiciaires à Toulouse
et l'arrondissement de Muret
Tarif préfectoral 2016 : 4,12 € HT la ligne.

ABONNEMENT :
48 € pour 50 numéros et le contenu
numérique.

SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publi-
citaires)

Véronique Lapeyre
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulou-
sain.fr

IMPRESSION :
Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)

Journal fondé en 1997
par André Gallego

Comment votent les détenus ?

J-58. Alors que l'élection présidentielle approche à grands pas, le JT va à la rencontre de ceux qui abordent la politique autrement. Aujourd'hui, en France, 50 000 détenus ont le droit de vote. Pourtant seulement une minorité d'entre eux l'utilise. L'association Robin des Lois propose une solution pour remettre les personnes incarcérées sur le chemin des urnes.

/// Marine Mugnier

«Lorsque vous êtes détenu, c'est très compliqué d'aller voter et rien ne vous rappelle que vous êtes encore un citoyen», confie Pierre*, incarcéré six ans à la maison d'arrêt de Seysses et au centre de détention de Muret. Cela aurait des conséquences sur le taux de participation : selon l'Observatoire international des prisons, si 50 000 détenus ont le droit de vote en France, moins de 4% d'entre eux ont participé aux élections présidentielles de 2012. Aujourd'hui, deux moyens de voter existent pour les personnes écrouées. Mais c'est «un véritable

parcours du combattant», d'après François Korber, délégué général de l'association Robin des Lois et spécialiste de la question. Depuis 2009, la loi permet aux détenus de s'inscrire sur les listes électorales de la commune où ils sont incarcérés et ainsi de voter par procuration. Or, il est très diffi-

cile pour eux de trouver un mandataire sur place : «Si vous venez d'un petit village près de Toulouse, vous ne connaissez pas forcément quelqu'un de confiance à Seysses ou Muret», explique-t-il. Le détenu peut également demander une permission de sortie : sauf qu'il serait «héroïque», selon François Korber, d'utiliser un jour de permission pour aller voter plutôt que pour aller, par exemple, à l'enterrement d'un membre de sa famille. Ainsi, Pierre a dû surmonter de nombreux obstacles pour faire son devoir de citoyen alors qu'il

« Je n'aurai pas pu voter sans qu'une personne se démène pour moi à l'extérieur »

était encore derrière les barreaux. Il y est finalement arrivé grâce à la Ligue des droits de l'Homme de Toulouse «mais je n'aurais pas pu voter sans qu'une personne se démène pour moi à l'extérieur», précise-t-il, reconnaissant.

à celles qui l'ont les moyens de l'utiliser : «On dit qu'il faut que la prison prépare une réinsertion : leur permettre de mettre un bulletin dans l'urne est l'occasion de montrer aux détenus qu'ils font partie de la société», argumente François Korber. Pierre partage son avis : «Il faut faciliter le vote car les décisions politiques influent aussi sur le quotidien en prison.»



Afin de rendre le vote plus accessible, Robin des Lois se bat pour que des urnes soient installées au cœur même des prisons. Une solution déjà adoptée en Pologne où en 2011, près de 59 % des détenus ayant le droit de vote auraient participé aux élections législatives. «Si nous n'arrivons pas à le mettre en place en France pour la présidentielle, nous essaierons à nouveau pour les législatives», explique François Korber, déterminé. Le délégué général le rappelle, il ne s'agit pas de donner le droit de vote à des personnes en ayant été déchues mais d'offrir

*Le prénom a été changé.

@MarineMugnier

200

► C'est en euros le montant de l'aide accordée par l'État pour l'achat d'un vélo à assistance électrique. Ce coup de pouce s'applique aussi aux hoverboards et autres véhicules à moteur à deux ou trois roues. Un moyen de rendre abordables ces transports plus écologiques.



Stop à la corruption

Samedi 25 février, un rassemblement citoyen contre les malversations politiques est organisé sur la place du Capitole. La manifestation se revendique non-violente et ne dépend d'aucun organisme syndical ou partisan. L'objectif ? Dénoncer les dérives de la classe politique.



Des Toulousains aux Oscars !

Le court-métrage "Asteria" propulse six jeunes diplômés de l'École supérieure des métiers artistiques de Toulouse au rang de nominés pour recevoir une récompense cinématographique à Los Angeles. Verdict dimanche 26 février.

Aires de passage

► La loi Besson oblige les communes de plus de 5 000 habitants à fournir des terrains aménagés à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels. Toulouse accueillera cette année les gens du voyage dans le quartier Saint-Simon, rue Anne Guibal-Cammas.

ILS MÉRITENT DE FAIRE LA UNE

L'EXPÉDITION ULMINAK

Explorateurs en terre inconnue



Expédition

«Notre idée ambitieuse n'est pas une partie de plaisir : les températures tombent à -40° la nuit et nous risquons de croiser loups et gloutons. Mais notre projet un peu fou a un sens», explique Michel Boubekeur, meneur de chiens de traîneau (musher) amateur. L'expédition Ulinak en Laponie vise à réaliser une vidéo de 52 minutes pour témoigner des conséquences du réchauffement climatique, impactant la vie des Sames, des chasseurs et éleveurs de rennes.

Innovation

Pour être en autonomie énergétique et afin de recharger les batteries des caméras, les membres de l'équipée ont installé des panneaux solaires et une éolienne sur deux pulkas, des traîneaux d'assistance technique conduits par une moto neige. Les 28 huskies, qui tractent deux autres attelages, sont aussi mis à contribution. Ils portent des colliers connectés, mis au point par Sigfox (fournisseur toulousain d'un réseau à bas débit pour les objets connectés), qui grâce à la chaleur produite par le corps des chiens transmettent des données GPS, comme la température et la géolocalisation.

Partage

Une aventure technologique mais également pédagogique. Avant leur départ, les explorateurs ont présenté leur projet dans six écoles toulousaines. Durant l'expédition, les élèves vont ainsi pouvoir étudier la population de la Laponie pendant leur classe de géographie et plancher sur le climat en cours de sciences.

Projet

Tout est né d'une rencontre déterminante. Michel Boubekeur s'est initié voilà un an à la conduite des chiens de traîneaux auprès de Patrice Ségur, lui aussi musher, et dont le rêve est de réaliser un voyage dans le Grand Nord. Ensemble, ils fondent l'association Tannak Aventures qui porte l'expédition baptisée Ulinak, le nom du plus vieux chien de la meute. Technicien chez Enedis (ex-ERDF), Michel convainc alors, et sans difficultés, ses collègues sportifs de le suivre.

Sud

Ils ne sont pas encore revenus du cercle polaire arctique que les explorateurs pensent déjà à la suite. Une nouvelle expédition est en réflexion pour un départ prévu en 2018 : cette fois-ci dans la moiteur et la chaleur amazoniennes. Désormais, pour le fondateur de l'association, l'objectif est «de se renforcer pour pouvoir en vivre financièrement.»

/// Par Audrey Sommazi

LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

Pourquoi y a-t-il autant de sangliers autour de Toulouse ?

GROIN GROIN. Du Virgin Megastore en 2011 aux jardins particuliers saccagés, les razzias de sangliers se multiplient à Toulouse. Est-ce une tentative d'invasion porcine ? Le Journal Toulousain sabote leur plan.

/// Par Brice Bacquet

«Le 10 février, je travaillais tranquillement dans ma boutique quand, tout à coup, j'ai vu débouler du parking un sanglier qui est venu s'écraser sur la porte vitrée», raconte Jean-Claude Gomes, gérant d'Optique Gratentour, contacté par téléphone. L'animal, complètement déboussolé par l'impact, s'engouffre alors dans le magasin. «J'étais surpris, mais j'ai eu le réflexe de récupérer mon smartphone pour filmer la scène», poursuit l'opticien. La suite, beaucoup la connaissent grâce à une vidéo de deux minutes publiée le lendemain sur les réseaux sociaux. La bête se heurte aux murs avant de terminer sa course à l'extérieur.

«C'était malheureux parce qu'il se prenait les vitrines, au lieu de ressortir par la porte encore ouverte», se souvient le témoin.

C'était une première pour l'opticien. À Gratentour, apercevoir un sanglier n'est pas chose commune. Sa boutique se situe près

Au-delà de l'épisode de Gratentour, ce phénomène toucherait plusieurs régions françaises. Dans les années 1980, Bruno Cargnelutti et une équipe de scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) s'étaient déjà penchés sur le su-

« C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue »

d'axes routiers et il n'y aurait aucun bois aux alentours. Pourquoi l'animal était-il là ? Est-ce le début d'une grande invasion ? Jean-Claude Gomes tente une explication : «Il fuyait peut-être une battue ou la destruction de son habitat par un quelconque chantier.»

jet. «Il y avait une forte population de sangliers du côté de Vieille-Toulouse, Goyrans, au bord de la Garonne et sur son confluent avec l'Ariège», explique le membre du laboratoire Comportement et écologie de la faune sauve. «Il faut savoir que c'est une espèce qui



vit en forêt, mais ces animaux sont souples et parfaitement capables de s'adapter à un environnement peu forestier voire pas du tout tant qu'ils ne sont pas dérangés par des promeneurs ou des chiens», poursuit-il.

Le spécialiste voit un lien entre la mise en friche du site d'AZF et leur présence autour de Toulouse. «Il est certain qu'avec la disparition de l'usine, de nouveaux secteurs de quiétude pour les sangliers sont peu à peu apparus, et cela à quelques pas de la ville», informe-t-il. «Ces espaces ont par la suite certainement été colonisés.»

Pourtant, aucune invasion en perspective. Bruno Cargnelutti rassure les lecteurs effrayés : il n'y a pas prolifération inquiétante de sangliers dans la métropole. Quant à leurs expéditions dans les rues toulousaines, le chercheur avance une hypothèse. «Les incursions d'animaux en centre-ville pourraient être le fait de bêtes poussées par des chiens lors des battues mais ce n'est qu'une supposition.» Et d'ajouter avec un humour certain : «C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue.»

@Bricebacquet

S'ABONNER, C'EST NOUS SOUTENIR !



OUI je m'abonne au Journal Toulousain

1 AN 2 ANS

Mme Mlle M.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

CP : ! _ ! _ ! _ ! _ ! Ville : _____

Courriel : _____

par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

par carte bancaire n° : _____

expire fin : ! _ / ! _ 3 chiffres figurant au dos de votre carte : ! _ ! _ !

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :
Le Journal Toulousain
32 rue Riquet, 31000 Toulouse

/// ABONNEMENTS WEB À DÉCOUVRIR SUR : www.lejournaltoulousain.fr

MAL-LOGEMENT : DES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT

TOIT TOIT MON TOIT. En France, près d'une personne sur dix vit mal son logement. Parce qu'elle doit compter sur les autres, que son foyer est trop exiguë, pas aux normes ou parce qu'elle n'en a tout simplement pas. Face à ce constat accablant, des étudiants, des associations ou des maires construisent des logements, convainquent des propriétaires de se lancer dans des rénovations ou optimisent des locaux inoccupés. Ils ne prétendent pas détenir la solution miracle mais trouvent des clés pour mieux se loger.

LES VOYANTS SONT AU ROUGE



/// Par Séverine Sarrat

«Je n'ai pas les moyens de vivre ailleurs que dans un studio de 13 m² avec ma compagne. Et j'accepte des conditions d'insalubrité avérées car mon budget ne me permet pas de prétendre à mieux. J'accepte donc d'habiter dans un logement où les rats traversent l'unique pièce et où les odeurs d'égout inondent notre appartement», explique Pierre, 25 ans, sans emploi. Pourtant, il ne se plaint pas car «c'est

ça ou la rue !» Une situation extrême mais pourtant pas isolée. «En France, près de 15 millions de personnes sont aujourd'hui victimes de la crise du logement et soumises à des formes plus ou moins graves de mal-logement, un chiffre en constante augmentation dû notamment à la montée du chômage et la précarité de l'emploi», résume Frédérique Mozer, directrice régionale de la Fondation Abbé-Pierre. C'est le constat majeur du dernier rapport de la fondation sorti le mois dernier. Les situations de mal-logement sont diverses. Il peut s'agir de personnes privées de domicile personnel, de celles payant trop cher un logement, de foyers en situa-

tion de surpeuplement ou de précarité énergétique, sans compter ceux qui vivent dans des conditions d'inconfort notoire (manque d'eau courante, problème d'humidité...) ou d'insécurité. Certains comme Françoise, 59 ans, connaissent des épisodes d'absence de logement personnel. «À la mort de mon mari, avec qui je tenais une affaire, je n'ai pas pu gérer seule notre entreprise et elle a été liquidée. Rapidement, je n'ai plus assuré le paiement des loyers de notre appartement et j'ai été expulsée. Aujourd'hui, je dors dans la voiture», confie cette Toulousaine. En France, plus de 2 millions de personnes se trouvent dans son cas pendant au

moins un an, et 440 000 pendant plus de cinq ans. D'après l'enquête Logement de 2013, les ménages consacrent en moyenne 17,5 % de leurs revenus aux dépenses de logement, mais ce chiffre peut monter jusqu'à 55% pour les foyers les plus modestes. Ainsi, certains ne peuvent prétendre à un habitat décent et sont contraints d'accepter des conditions précaires. De plus, la fondation isole un phénomène de difficulté d'accès à l'hébergement, particulièrement pour les ménages les plus démunis, les femmes seules avec enfants et les jeunes. En Haute-Garonne, 78 000 logements sociaux sont répertoriés,

dont 4 378 ont été livrés en 2016. «Mais les demandes ne cessent d'affluer. Au 31 décembre 2016, 22 000 ont été enregistrées, quand 11 900 familles ont pu intégrer un logement», explique Sabine Veniel-Le Navennec, directrice de l'Union sociale pour l'habitat Midi-Pyrénées, la fédération des bailleurs sociaux. Par déduction, plus de 10 000 ménages se sont donc vus déboutés de leur dossier. Un bilan en demi-teinte donc pour la Fondation Abbé-Pierre qui si elle reconnaît «des efforts notables des pouvoirs publics», dénonce une situation «préoccupante.»

PORTRAIT



/// Par Delphine Tayac

Tout est parti d'une réflexion de bon sens. «D'un côté, il y a en France 5 millions de mètres carrés de bureaux vides et de l'autre 896 000 personnes qui n'ont pas de logement personnel ou décent», lance Baptiste Debort, l'un des six jeunes à l'origine d'Unity Cube. En 2015, face à cette aberration, Jauffret Barrot, alors étudiant en école d'architecture et à l'Insa, a l'idée de profiter de la vacance de bureaux pour y installer des

logements temporaires. Théo, Mathilde, Valentin, Vincent et Baptiste, tous ingénieurs en formation à l'Insa décident de l'accompagner et en faire leur projet de fin d'études.

Les futurs ingénieurs en génie civil montent alors une association et réfléchissent à un habitat adapté à la configuration particulière du bureau. «On a pensé aux palettes car on en trouve partout et elles sont entièrement recyclables. Elles mesurent toujours 80 centimètres de hauteur et peuvent donc s'intégrer dans des espaces normés», explique Baptiste. La solution technique pour assembler le tout de façon stable leur viendra de la société Sofrinov, basée à Ra-

monville, qui a breveté une brique spéciale pour construire des abris en bois.

Une fois les palettes empilées, il suffit ensuite d'y ajouter des plaques de bois pour refermer le module et un isolant phonique. «En cinq heures, on peut monter un habitat de 13 m², soit un couchage pour deux personnes», explique Baptiste. À ce module de base, peuvent s'ajouter d'autres pièces à vivre. Pour la cuisine et la salle d'eau, une pièce technique est alors ajoutée afin de raccorder l'habitat aux fluides de l'immeuble.

Leur innovation fait mouche et rafle plusieurs récompenses. Depuis, les six étudiants enchaînent les interviews et les discussions avec les institutions. Mais le plus important reste encore à trouver. «On recherche actuellement des bureaux d'environ 1 000 m². Convaincre les propriétaires n'est pas le plus facile. Ce sont souvent des fonds d'investissement qui gèrent les bureaux», explique Bap-

Et si l'on habitait dans des bureaux vides ?

MAITRES CUBE. Installer des logements dans des locaux de travail inoccupés. C'est l'idée qu'ont eu six étudiants toulousains de l'Insa. Ils ont conçu un habitat temporaire en palettes baptisé Unity Cube.

Leur innovation pourrait permettre de loger une cinquantaine de personnes à Toulouse d'ici cet été.

tiste, qui reste convaincu qu'ils ont tout à y gagner. «Leurs locaux seront loués, ils se prémunissent aussi des squats ou des vandalismes voire des accidents puisque les lieux seront assurés.»

Pour asseoir leur crédibilité, ils travaillent actuellement avec la mairie de Toulouse et la préfecture pour identifier un lieu. Les associations Soliha et Espoir les aideront quant à elles à trouver et accompagner des personnes ayant besoin d'être logées.

S'ils ne prétendent pas résoudre la crise du mal-logement à eux seuls, les étudiants estiment néanmoins proposer une solution crédible aux pouvoirs publics. «Payer une chambre d'hôtel coûte environ 50 euros par jour et par personne, cette innovation leur coûtera moins cher», argumente Baptiste. Leur prototype a en effet coûté 4 000 € et permet à une famille d'être logée pendant 18 mois.

Forte de ces arguments, l'équipe espère pouvoir loger une cin-

quantaine de personnes à Toulouse d'ici cet été. Avant d'essayer dans d'autres villes. «Nous avons été contactés par le maire de Montreuil. Il nous a dit que, dès que les premiers modules seraient en place, il nous solliciterait pour en faire de même sur sa commune», s'enthousiasme Baptiste.

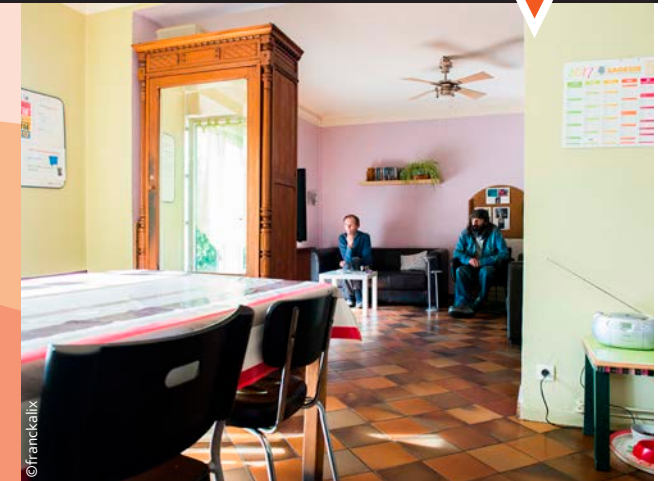
@DelphineTayac

CHANGER

ERRATUM

Dans notre édition précédente, une erreur s'est glissée dans l'article intitulé «Engagée pour les femmes», sur une citation d'Anouk Martin, membre de l'association Stop harcèlement de rue. Il fallait lire : «Faire comprendre aux hommes qu'il existe une différence entre la drague et le harcèlement.»

AU GROUPE AMITIÉ FRATERNITÉ, LES SANS-ABRIS S'ORGANISENT

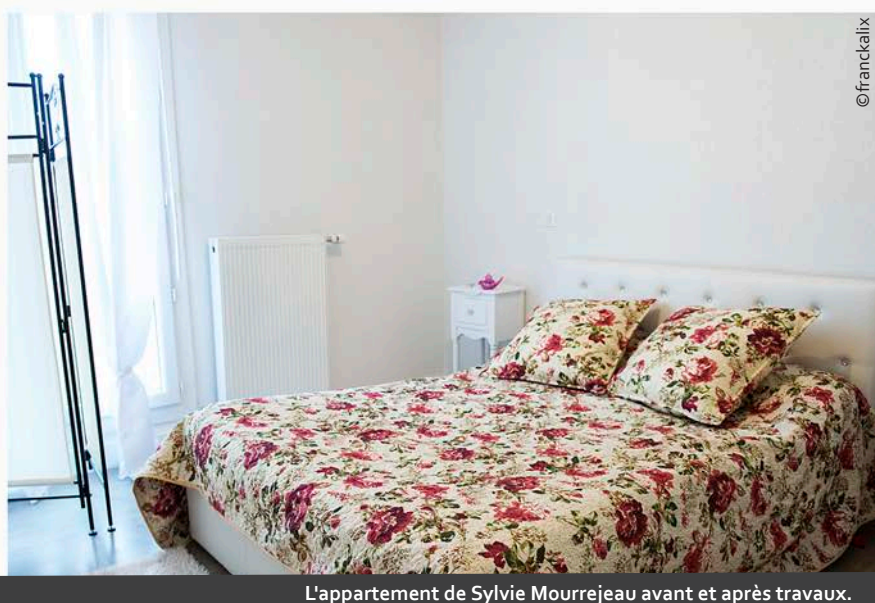
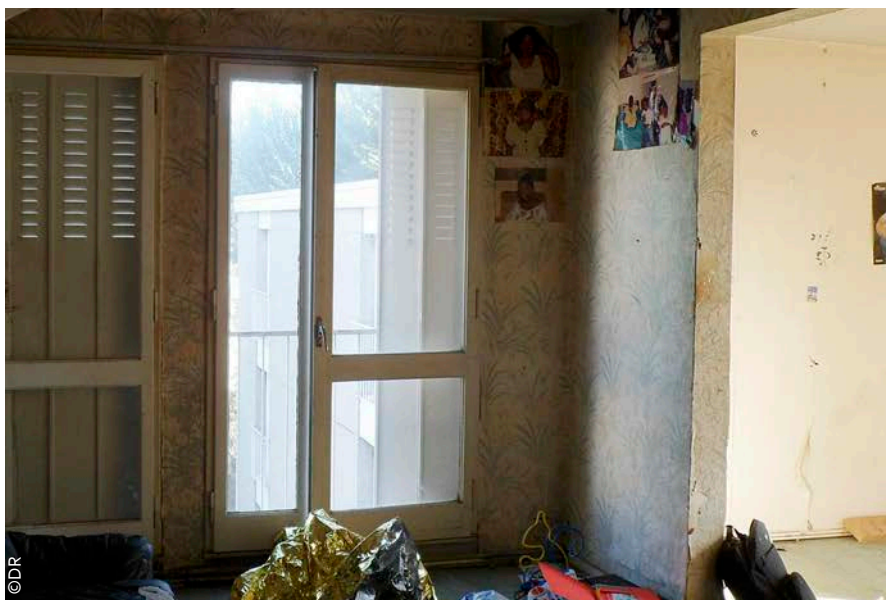


DES MAISONS POUR LES PLUS FRAGILES

Avec l'aide de l'État, les maisons relais proposent des logements stables pour les personnes habituées à être baladées entre les solutions d'hébergement temporaires. C'est à ce titre que le Groupe Amitié Fraternité (Gaf) gère trois bâtiments, route de Bayonne. Des logements sont mis à disposition des personnes les plus désocialisées. Pour Jean-Louis Galaup, un des fondateurs de l'association, «s'il s'agit d'un tremplin pour les plus jeunes, cet accueil est également une solution sur la durée à destination des plus âgés ou ceux abîmés par de longues périodes de rue.» Une vingtaine de personnes ont accès à des appartements d'une ou deux pièces ou à une maison réservée aux aînés du troisième-âge. Ces derniers disposent de chambres personnelles et de parties communes.

DES COLOCATIONS AUTOGÉRÉES

Les "lieux à vivre", dans le jargon de l'association, sont des logements autogérés par les résidents. Organisées en vie commune, ces deux maisons peuvent accueillir sept et onze personnes auparavant sans domicile. Parmi eux, deux référents sont élus dans chaque habitation pour organiser le quotidien et s'assurer du respect des règles établies par tous. «Chacun a son rôle et assure à son échelle la vie en communauté : faire le ménage ou les courses, s'occuper des animaux, entretenir les espaces verts», explique Jean-Louis Galaup. De 18 à 65 ans, qu'ils soient hommes ou femmes, les résidents ont tous leurs propres responsabilités. Des studios avec des espaces en commun sont aussi proposés pour ceux qui sont plus autonomes.



L'appartement de Sylvie Mourrejeau avant et après travaux.

SUR LE TERRAIN

Échange aide à la rénovation contre loyer modéré

PRAGMATISME. Entreprise à but social, Les Toits de l'Espoir accompagne les propriétaires dans leurs démarches auprès de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat afin de réhabiliter leur bien dégradé en logement social. Une aide précieuse qui a notamment permis à une propriétaire toulousaine de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait.

/// Par Nicolas Mathé

Qui dit mal-logement ne dit pas forcément propriétaire malintentionné. A priori, Sylvie Mourrejeau ne correspond, en effet, pas à cette définition. Cette Gersoise d'adoption, travaillant dans les assurances, accepte d'ailleurs bien volontiers de raconter les mésaventures qui l'ont conduite à laisser l'appartement qu'elle possède à Toulouse vacant pendant près de trois ans.

Née à Toulouse, c'est au milieu des années 1980, alors qu'elle commence à travailler, qu'elle se lance

dans un premier achat immobilier à la Cité Amouroux. Un grand ensemble typique des années 1960 qui, comme tant d'autres, a vu affluer au fil des ans une population de plus en plus précaire.

«Je n'y ai vécu que très peu de temps puisqu'après avoir rencontré mon mari, je l'ai suivi dans le Gers. J'ai donc eu plusieurs locataires et la dernière en date, qui avait été placée là par le centre social du quartier, y est restée près de 20 ans. Ce que je peux dire, c'est qu'il y a des locataires qui entretiennent plus ou moins bien leur logement», euphémise-t-elle tant les photos prises une fois l'appartement libéré témoignent d'un état de délabrement total. «Sur la fin, les relations étaient compliquées. Je lui ai demandé de quitter le logement afin de pouvoir le réhabiliter», poursuit la propriétaire.

Sauf que par manque de temps, d'argent et du fait de l'éloignement, Sylvie Mourrejeau ne trouve pas les ressources pour remettre aux normes son appartement : «Vu son état, je ne pou-

« Le but est de créer du logement social au sein du parc privé en rénovant les logements anciens »

vais ni le vendre ni le louer. En revanche, je continuais de payer des charges fixes.»

Après presque trois ans de vacance, c'est grâce à une rencontre avec Wilfried Barathon, chargé

d'opérations dans la région pour Les Toits de l'Espoir, que la situation va se débloquer. «Nous sommes une entreprise à but socio-économique qui servons d'intermédiaire entre les propriétaires et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Le but est de créer du logement social au sein du parc privé. Nous centralisons tous les aspects de la rénovation des biens anciens afin que les propriétaires ne se démotivent pas», explique ce dernier.

Ainsi pour l'appartement de la Cité Amouroux, c'est Wilfried Barathon, en lien avec Urbanis, bureau d'études privé mandaté par Toulouse Métropole pour tout projet de ce type, qui s'est chargé du montage financier, de la maîtrise d'ouvrage, de la coordination des travaux et même de la location. C'est lui qui a assuré la visite du nouveau locataire éligible au

logement social, M. Touati, entré dans les lieux en octobre dernier. «J'ai trouvé l'annonce sur Leboncoin. Connaissant les prix du marché toulousain, c'était inespéré de trouver un T3 entièrement remis à neuf pour 570 euros par mois», assure le jeune locataire. En effet, pour bénéficier des subventions de l'ANAH, le propriétaire s'engage à conventionner son bien en logement social ou très social pendant au minimum neuf ans. Au total, les aides obtenues par Sylvie Mourrejeau ont représenté 50% du montant final de l'opération, estimé à près de 60 000 euros. «Cela reste un investissement important pour moi mais l'avantage est d'avoir été rassurée tout au long du projet grâce aux Toits de l'Espoir, même pour le choix du locataire. Je sais qu'il n'a pas de CDI mais il est jeune, je lui fais confiance», lance Sylvie Mourrejeau.

L'habitat social, une caution contre le mal-logement

POLITIQUE. En 1995, cinq ans avant la loi SRU, la municipalité d'Auzeville-Tolosane lance une politique de construction d'habitations à caractère social, pratiquement inexistantes jusque-là sur la commune. Pour François-Régis Valette, le maire, proposer des toits accessibles à des familles aux ressources limitées est une nécessité et un devoir d'élu afin de réduire le mal-logement. .

/// Par Gael Cérez

Auzeville-Tolosane, ses coteaux donnant sur la plaine du Lauragais, sa portion de Canal du Midi et... ses 35,59 % de logements sociaux. «On est partis de zéro», se rappelle François-Régis Valette, 72 ans, maire depuis 1989. Proche de Toulouse, la commune est en effet difficilement accessible pour les familles ne disposant pas de revenus conséquents. «L'an dernier, les maisons individuelles se sont vendues entre 440 000 et 750 000 euros», remarque le maire. «Si l'on ne construit pas un parc social, on empêche l'accès à cette commune à 80 à 90% de la population. C'est une sélection par l'argent.»

Sous son impulsion, les premiers logements sociaux sortent donc de terre en 1995. En pleine période électorale, la décision ne plaît pas à tout le monde. Une liste d'opposants à cette politique se présente contre le maire, mais François-Régis Valette et son équipe sont réélus. Une victoire qui rassure ce socialiste : «Il y a quand même des électeurs avec des moyens conséquents qui pensent que tout le monde doit pouvoir se loger.»

22 ans plus tard, Auzeville-Tolosane figure aujourd'hui parmi les meilleurs élèves de l'aire urbaine toulousaine. Un résultat qui s'explique par une petite astuce : 556 des 750 appartements étudiants construits sur la commune sont accessibles sur critères

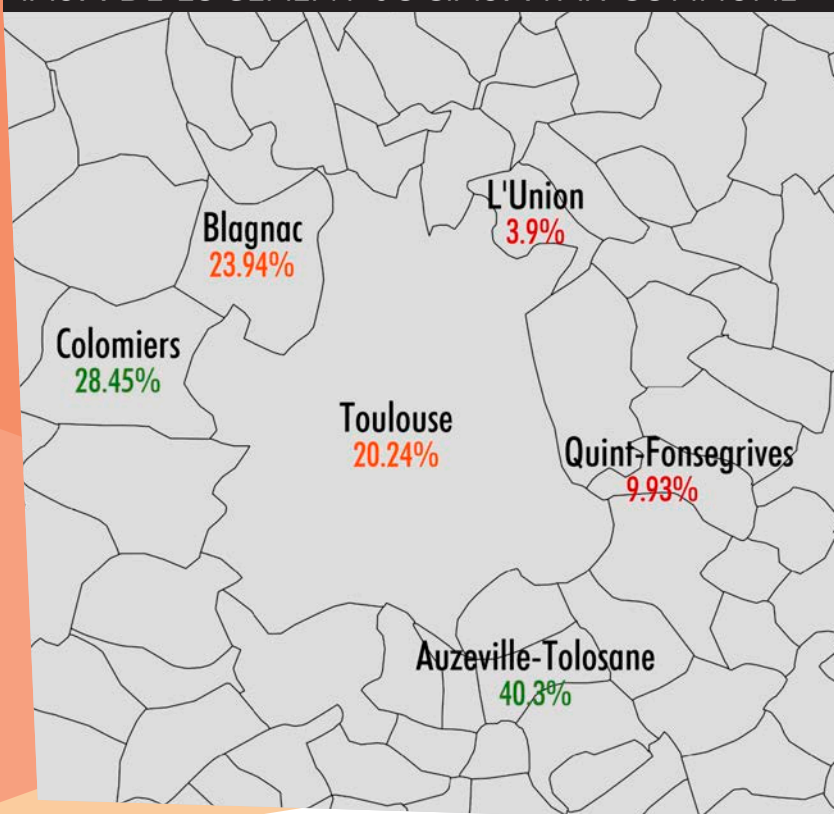
sociaux. «Sans les appartements étudiants, nous serions à 10 % de logements sociaux», reconnaît le maire. Alors, pour atteindre le niveau imposé par la loi (20% des habitations selon la loi SRU de 2000, un taux passé à 25% depuis 2013), la commune poursuit sa politique volontariste. «Les nouveaux programmes comptent près d'un tiers

de logements sociaux en location et 20% en accession sociale à la propriété», précise François-Régis Valette. Le nouveau quartier du Pont-du-bois, par exemple, compte 225 biens de tous types (appartements, maisons de ville, maisons individuelles) ainsi qu'une résidence étudiante de 200 appartements. «Nous y avons une très grande mixité sociale», assure le maire.

Les communes disposent aujourd'hui d'un éventail d'outils conséquent pour faciliter l'accès de la population aux logements sociaux : le prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), le prêt locatif à usage social (PLUS), le prêt locatif social (PLS) et le prêt locatif intermédiaire (PLI).

Dans un pays où perdure le mal-logement, «faire en sorte que toutes les familles puissent se loger correctement est un objectif national auquel tous les élus locaux doivent contribuer», assène le maire d'Auzeville. Pourtant, 17 ans après l'entrée en vigueur de la loi SRU, des municipalités préfèrent toujours payer des amendes plutôt que de la respecter. «Il y a des dispositions prises par l'État pour inciter les maires à construire sur leurs communes mais cela reste modeste», constate François-Régis Valette. «La loi SRU est une bonne loi mais il faut la faire appliquer en alourdissant les pénalités au point qu'il n'y ait plus le choix pour les mairies. La mixité sociale doit être réalisée partout.»

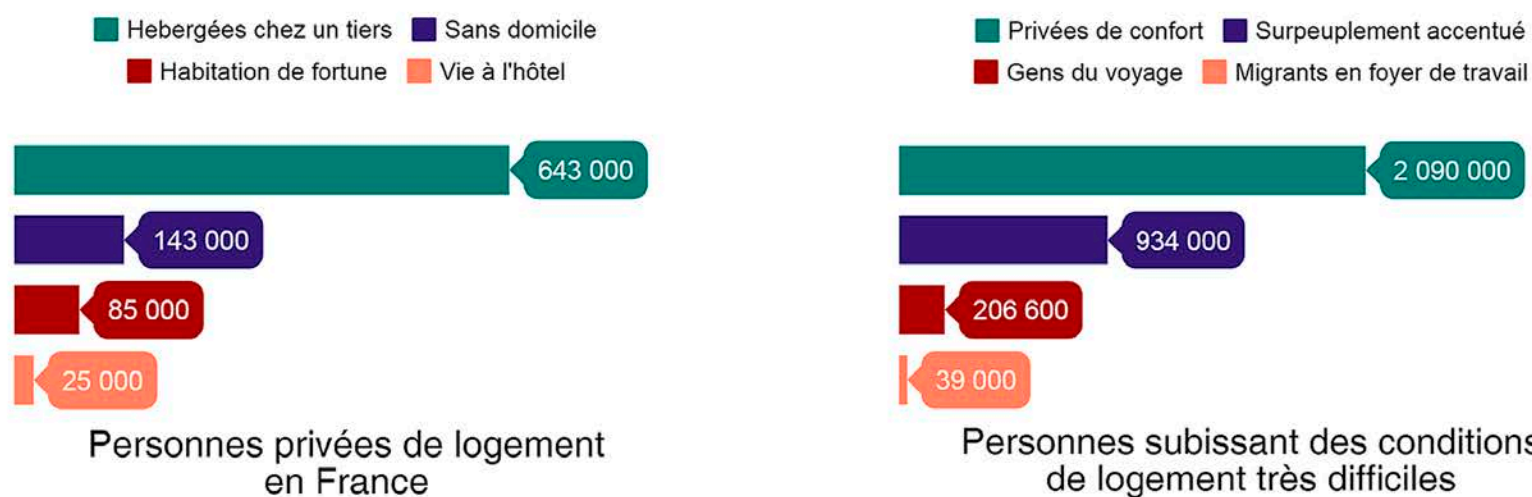
TAUX DE LOGEMENT SOCIALS PAR COMMUNE



Sources : Préfecture de la Haute-Garonne, 2014

@GCerez

LES DIFFÉRENTES RÉALITÉS DU MAL-LOGEMENT



Sources : Fondation Abbé Pierre

AGIR

01/ FINANCER UN LOGEMENT POUR LES SANS-ABRIS

Des citoyens ont décidé d'unir leurs forces pour proposer un toit à ceux qui n'en ont pas. Rassemblés au sein de l'association "Un toit à moi" née à Nantes, ils achètent en commun des appartements pour les proposer à des sans-abris. L'antenne toulousaine vient d'acquérir pour 65 000 € un T2 situé à Borderouge grâce aux dons et adhésions d'une cinquantaine de parrains locaux et d'entreprises partenaires. L'association recherche des donateurs réguliers pour acquérir deux autres logements d'ici la fin de l'année.

www.toitamoi.net



LES SOLUTIONS DE LA SEMAINE



Pour aller plus loin, la rédaction met en lumière des initiatives sur le thème de la semaine. Que l'on soit propriétaire ou citoyen, des idées concrètes pour aider les plus précaires à se loger.



02/ SIGNALER UN HABITAT INDIGNE

Pour lutter contre l'habitat insalubre, la préfecture de Haute-Garonne a déployé un pôle spécialisé. Il est notamment chargé de recevoir les plaintes et les signalements. S'ils repèrent un logement ne respectant pas la dignité humaine, élus, travailleurs sociaux, locataires, propriétaires, peuvent alerter ce service. La préfecture pourra ainsi prendre plusieurs mesures comme sanctionner les marchands de sommeil, reloger les locataires abusés mais aussi accompagner les propriétaires de bonne foi pour les encourager à entreprendre des travaux.

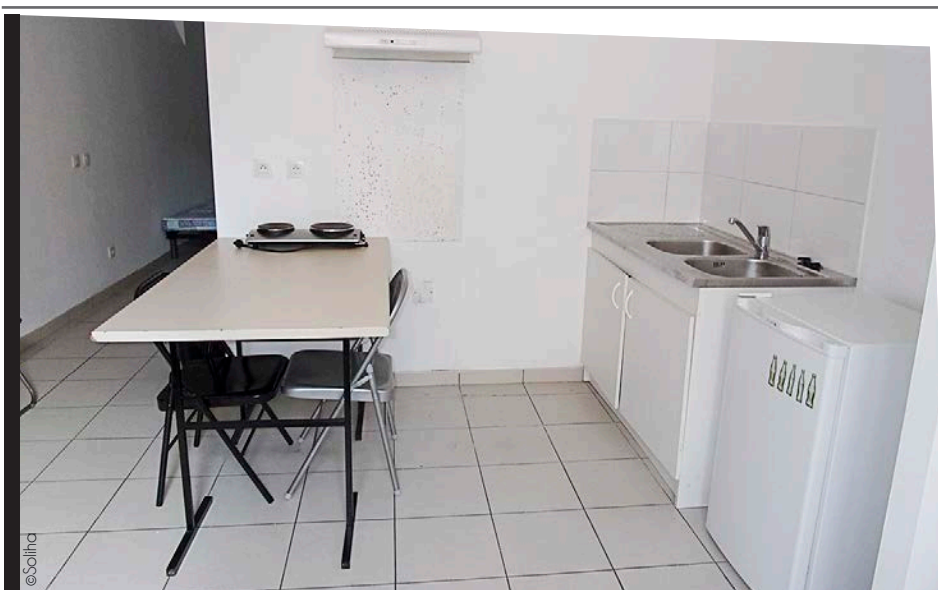
Pour signaler un habitat insalubre : 05 81 97 72 60



03/ UN CONCERT POUR SE MOBILISER

La fin de la trêve hivernale est fixée au 31 mars. C'est cette date symbolique qu'ont choisi les associations Tactikollectif, Droit au logement Toulouse et le syndicat CGT pour alerter sur la problématique du mal-logement. Ils organisent une rencontre et une soirée de concerts spéciale à la Bourse du travail, place Saint-Sernin. À 18 heures, Christophe Robert, le délégué général de la Fondation Abbé Pierre, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL et Clelia Rodriguez, une militante espagnole de l'association Plataforma de Afectados por la Hipoteca, animeront une réunion publique. À 20h30, un concert des Motivés et de DJ Dee Nasty permettra de récolter des fonds.

Concert du 31 mars complet, une date supplémentaire est prévue le jeudi 30 mars. www.tactikollectif.festik.net



04/ ÊTRE PROPRIÉTAIRE ET SOLIDAIRE À LA FOIS

Garantir à un propriétaire d'être préservé des impayés et à un locataire en difficultés de bénéficier d'un loyer modéré. C'est ce que propose le dispositif Solibail. Le principe : une association conventionnée par la préfecture devient le locataire du logement qu'elle sous-loue à des personnes en difficultés. Elle s'occupe de toutes les démarches administratives, paye le loyer et les charges, supervise l'entretien et la remise en état du logement si nécessaire. Outre un loyer garanti, le propriétaire peut même bénéficier d'une déduction fiscale de 85% s'il décide de conventionner son logement en social. En Haute-Garonne, l'association Soliha est notamment un des relais du dispositif avec les associations Espoir et Cèpière Accueil Jeunes.

www.soliha31.fr
Cèpière Accueil Jeunes : 05 62 48 59 11
Association ESPOIR : 05 61 14 76 76

EXPOSITION



©Museum Tinguely Bâle

Les Abattoirs exposent le Nouveau réalisme

INSPIRATION. À l'occasion des 40 ans du Centre Pompidou de Paris, ce partenaire historique du musée des Abattoirs lui a prêté de nombreuses œuvres permettant de présenter à Toulouse, jusqu'au 28 mai, une exposition inédite "Autour du Nouveau réalisme". Immersion dans un courant artistique né en 1960.

/// Par Séverine Sarrat

L'art moderne et contemporain, une spécialité partagée par le Centre Pompidou à Paris et le musée des Abattoirs à Toulouse. Pour les 40 printemps de la création du premier, le second s'est joint à la fête et fait partie de la programmation exceptionnelle d'une série d'événements à travers toute la France. Ainsi, Serge Lasvignes, président du musée parisien, «convie tous les publics à vivre et partager l'originalité du Centre Pompidou.» Pour cela, une quinzaine d'œuvres ont été prêtées aux Abattoirs pour alimenter une exposition inédite, visible jusqu'au 28 mai. Organisée sur le thème du Nouveau réalisme, courant artistique

proposant «un recyclage poétique du réel urbain, industriel et publicitaire», l'exposition se déploie sous forme d'un parcours traversant les grandes salles du rez-de-chaussée des Abattoirs. Tour à tour, au fil du chemin tracé, se succèdent des films d'époque démontrant, via l'aspect engagé des œuvres, l'ancrage des Nouveaux réalistes dans l'espace public. Mais aussi des œuvres uniques d'artistes appartenant à ce courant, puisant

d'Arman, les compressions et expansions de César, les décollages et lacérations d'affiches de Hains et Dufrene, les monochromes de Klein, les assemblages et détournements de Raysse, ou les sculptures en mouvement de Tinguely. Des œuvres emblématiques du Nouveau réalisme qui permettent d'appréhender «cette approche contemporaine de la perception du réel.»

« Un recyclage poétique du réel urbain, industriel et publicitaire »

leur inspiration dans les objets de quotidien des années 1960. Les visiteurs pourront ainsi observer les accumulations et destructions

Dans un même temps, la part belle est faite à Daniel Spoerri, l'un des précurseurs du mouvement. Les Abattoirs lui ont donné carte

INFOS PRATIQUES

"Autour du Nouveau réalisme", jusqu'au 28 mai 2017, au musée des Abattoirs, 76 allées Charles-de-Fitte à Toulouse. Entrée 7€. 05 62 48 58 00

blanche. Artiste reconnu, réputé pour collectionner les restes de dîner et d'autres objets qu'il détourne, il présente ici un cabinet des curiosités intitulé "Les Dadas des deux Daniel". Une référence au marchand d'art Daniel Cordier dont il mêle les quelques pièces à ses célèbres "tableaux-pièges" : des objets de la vie de tous les jours collés sur un support qu'il redresse à la verticale. Et pour clôturer ce voyage initiatique, Les Abattoirs ont invité plusieurs artistes contemporains se positionnant en écho. Parmi eux, Joël Andrianomearisoa qui, «sur un mode intimiste, nous invite à le suivre dans les différents lieux du musée, du restaurant à la librairie, en passant par les cours et même les rues de la ville, donnant un sens et des mots aux espaces oubliés des Abattoirs», explique la communication du lieu.

+ LE NOUVEAU RÉALISME, QU'ES AQUO ?

En octobre 1960, Pierre Restany, un critique d'art, réunit des artistes tels Arman, César, François Dufrene, Raymond Hains, et Yves Klein. Ils sont bientôt rejoints dans les manifestations collectives du mouvement par Niki de Saint Phalle, Gérard Deschamps, Christo et Mimmo Rotella. Ce groupe propose une alternative à la vague abstraite de l'après-guerre et devient rapidement un courant majeur de la scène française et européenne dans un contexte international de remise en cause des formes classiques de l'art.

@Severine_Sarrat

JEUX CONCOURS



LIVRE

"Promenez-vous dans les bois..."

Imaginez... Vous recevez un mail d'une inconnue. Elle est en charge de l'organisation de l'enterrement de vie de jeune fille de votre ex-meilleure-amie. C'est l'occasion de la retrouver. Le week-end proposé pour cette fête est parfait : vous êtes libre. Vous vous laissez tenter. Le lieu choisi est atypique, une immense propriété en verre, perdue au fond des bois...
Paru le 9 février

★ CONCOURS

Gagnez un livre* en envoyant un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet : Jeu Week-ends.
*Dans la limite des stocks disponibles



DVD

"Cigognes & compagnie"

Pendant longtemps, les cigognes livraient les bébés. Désormais, elles acheminent des colis pour un géant de l'Internet. Junior, coursier star de l'entreprise, s'apprête à être promu. Mais il actionne accidentellement la Machine à fabriquer les bébés... qui produit une adorable petite fille, en totale infraction avec la loi ! Junior se précipite pour effectuer sa première livraison de bébé. Pourra-t-il redonner aux cigognes la vraie mission qui est la leur ?

Disponible depuis le 15 février

★ CONCOURS

Gagnez ce DVD* en envoyant un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet : Jeu Week-ends.
*Dans la limite des stocks disponibles

¡ MUCHO !



Un petit coin de Séville à savourer

OLE. Une pause andalouse à deux pas d'Esquirol. En s'installant en lieu et place du Beaucoup, ¡ Mucho ! affiche clairement son identité espagnole. Tapas typiques, vino tinto et Gin au menu pour une ambiance 100% ibérique.

/// Par Thomas Gourdin

«Des clients espagnols m'ont dit qu'ils se sentaient chez eux. C'est le plus beau compliment que l'on pouvait me faire», sourit Benoît Keller. Au ¡ Mucho !, l'ambiance se veut résolument ibérique. Mais, contrairement aux nombreux bars à tapas qui fleurissent aux quatre coins de la Ville rose, l'Espagne pousse ici sa corne dans toute sa typicité. Tables en bois vieilli sur lesquelles trônent les traditionnels distributeurs de serviettes en papier, carreaux de ciment au sol, notes de cuivre au comptoir, jaune chaleureux aux murs... «Nous allons souvent en Espagne mais nous préférons l'esprit de Madrid et du Sud à celui de Barcelone. Nous avons voulu recréer un petit coin de Séville», reprend le patron, en regardant

les affiches de flamenco venues directement d'Andalousie. Dans l'assiette aussi, Benoît Keller et ses associés Gilles Robichon et Rémi Astorg privilégient la cuisine espagnole traditionnelle. Jamón Bellota à la coupe, pimientos del padrón, chipirons, beignets de calamar, croquettes... «Des tapas simples mais très typiques, faites maison à base de produits frais. À chaque fois que nous allons là-bas, nous réfléchissons à ce que nous voudrions manger et nous le ramenons», explique le trio bien connu des Toulousains, déjà la tête de L'Atelier de l'Écharpe, du Bistrot des Marchands et du Fil à la Une. Le midi, la carte se rapproche davantage de celle d'une brasserie traditionnelle avec plat du jour. «C'est ce qu'attendent les clients», reprend Benoît Keller. Mais la péninsule n'est jamais loin. Chaque plat est ainsi accompagné de patatas bravas ou de fèves au chorizo, tandis que la paëlla du chef est proposée chaque mercredi.

La crème catalane ou le riz au lait s'affichent quant à eux parmi les desserts aux côtés du banoffee, incontournable dans les établissements des trois associés. Les tonalités ibériques imprègnent aussi la carte des boissons. Les vins se veulent ainsi 100% espagnols avec des classiques comme le Rioja ou de belles découvertes comme le Valencia Bodega Gandia. Le Gin, péché gourmand de nos voisins, est également mis à l'honneur avec près d'une vingtaine de références et différentes préparations de tonic. À terme, l'équipe souhaiterait également proposer des brunchs le week-end. Après avoir baptisé l'établissement ¡ Mucho !, le trio adresserait ainsi un nouveau clin d'œil au Beaucoup, qui a occupé les lieux pendant près de vingt ans et qui était devenu un must pour les rendez-vous du dimanche midi.

@t_gourdin

+ LES TARIFS

Le midi, entrée-plat ou plat dessert à 11,50€,
entrée-plat-dessert à 14€
Le soir, tapas de 3,50€ à 13€.
Paëlla tous les mercredis.



9 place du Pont-Neuf, 05 61 21 66 28
Ouvert du mardi au samedi, midi et soir.

N'hésitez plus !

VOS ANNONCES LÉGALES DANS VOTRE HEBDO

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2017, fixe le prix de la ligne à 4.15€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
 Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

LIQUIDATIONS

N° PC : 2017RJ0111

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur REZZAG Bouaïssi** 83 bis avenue de Lombes 31300 TOULOUSE
 couverture, étanchéité
 RM 522 753 227
 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. MOLVOT
 Date de cessation des paiements le 25/03/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0112

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur TABARY Régis** 32 avenue Pierre Baysse 31110 SAINT-MAMET
 travaux de peinture intérieure, gravure sur bois et enduit bio
 RM 418 942 009
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 31/03/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0106

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL ACRODEL** 35 rue de la République 31340 VILLE-MUR-SUR-TARN
 boulangerie charcuterie au détail, traiteur, volailles alimentation générale, fabrication de conserves
 RCS 503 859 902
 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : M. BLATCHE
 Date de cessation des paiements le 15/09/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0107

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL CASTELRIVES DEVELOPPEMENT** 312 route de Seysses 31100 TOULOUSE
 fourniture, services aux personnes physiques à leur domicile relatifs aux tâches ménagères ou familiales
 RCS 524 639 671
 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. MOLVOT
 Date de cessation des paiements le 15/04/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0110

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL JEAN-PHILIPPE ROZIER** 23 rue Bergeaud 31600 SEYSSES
 carrosserie, tolérerie, peinture, mécanique, vente de véhicules neufs et occasions
 RCS 807 551 965
 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 31/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0113

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SAS INDUSELEC CONSEIL** route du Plan 31310 SAINT-CHRISTAUD
 la fabrication d'appareillage électrique d'installations (code APE 312A).
 RCS 481 714 616
 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. BLATCHE
 Date de cessation des paiements le 15/01/2017.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0117

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL BISER CONSTRUCTIONS** 214 route de Saint-Simon 31100 TOULOUSE
 Maçonnerie générale
 RCS 801 772 492
 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 22/11/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0109

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **E.I.R.L JOEL NIGOU** rue du Pigeonnier Centre Commercial 31340 LA MAGDELAINE-SUR-TARN
 alimentation générale
 RCS 752 507 467
 liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : M. BLATCHE
 Date de cessation des paiements le 25/01/2017.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0119

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **M. DJELLALI Lakhdar** 19 place Arnaud Bernard 31000 TOULOUSE
 Taxi-phone comprenant la mise à disposition de cabines téléphoniques et de connexions internet, et la vente de cartes téléphoniques, sandwicherie, salle de thé
 RCS 539 351 395
 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
 Date de cessation des paiements le 30/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0108

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARLU HEROESBOOK** 1 rue des 3 Renards 31000 TOULOUSE
 locations et ventes de jeux de société et produits dérivés et vente de livres neufs
 RCS 819 425 307
 liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 25/01/2017.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0120

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS CHRISTOPHE MAREE** 5 Impasse Toulouse Lautrec 31140 PECHBONNIEU
 Achat d'un fonds de commerce de poissonnerie, vente de produits dérivés, traiteur.
 RCS 804 225 688
 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. VERNIER
 Date de cessation des paiements le 10/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0121

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS FAVERJON FINANCE** 6 allée de Longuetterre ACTI PARK 31850 MONTRABE
 activités de courtage, d'intermédiaire, de consultant et de conseil en matière de crédits.
 RCS 794 639 674
 liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. COSSET
 Date de cessation des paiements le 15/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0122

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARL NEMS DISTRIBUTION** 95 impasse du Vieux Chemin de Grenade 31700 BLAGNAC
 fabrication et vente de plats cuisines asiatiques
 RCS 418 858 304
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. VERNIER
 Date de cessation des paiements le 31/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0123

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS LA NOCHE** 325 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE
 Restaurant musical, dîner spectacle.
 RCS 817 554 173
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. MOLINIÉ
 Date de cessation des paiements le 13/04/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0124

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARL FRANCESCO** Le Village Mairie de Gensac sur Garonne 31310 GENSAC-SUR-GARONNE
 Travaux de maçonnerie générale, de prestations de plomberie, électricité, peinture
 RCS 802 226 266
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 15/12/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2016RJ0152

Jugement du 09/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **SARL ANGLÉS & ASSOCIÉS ancienne-ment SARL GUICHITO&CO** 116 route d'Espagne Bâtiment Hélios 4 31100 TOULOUSE
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE
 RCS 493 678 569.

N° PC : 2016RJ0292

Jugement du 09/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **la SARL SPICE OF BENGALÉ** 11 avenue des Minimes 31200 TOULOUSE
 liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
 RCS 798 983 490.

N° PC : 2016RJ0436

Jugement du 07/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **SARL LORINA EXOTIC** Tournieris Zone Artisanale de Tournieris 31470 BONREPOS-SUR-AUSSONNELLE
 liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE
 RCS 433 062 007.

N° PC : 2016EX0036 (GTC Paris)

Jugement du 24/01/2017 conversion en liquidation judiciaire de la **SAS CAPTB Services** 10 rue du Colisée 75008 PARIS
 liquidateur judiciaire : la SELAFA MJA en la personne de Me Valérie LELOUP-THOMAS 102 rue Du Faubourg Saint-denis 75479 PARIS Cedex 10
 RCS 325 844 603.

REDRESSEMENTS

N° PC : 2015RJ0949

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la **SARLU I-SMOKE SG** 51 BIS rue du Rempart Saint-Etienne Centre Commercial Espace Saint Georges 31000 TOULOUSE
 Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 RCS 793 701 194.

N° PC : 2017RJ0118

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL MPC 341** 341 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE
 Epicerie, point chaud, alimentation générale, droguerie et vente de boissons.
 RCS 514 458 850
 mandataire judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
 Juge-commissaire : M. COSSET
 Date de cessation des paiements le 05/01/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0114

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SASU PURETE SUD** 950 chemin de Montagne Résidence Isabel N°26 31330 GRENADE
 entreprise de nettoyage général et entretien d'espaces verts
 RCS 810 315 838
 mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD
 Date de cessation des paiements le 17/08/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0115

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL POLYDISPO** 16 boulevard Carnot 31250 REVEL
 débit de boissons, snack et restauration
 RCS 513 661 009
 mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 Juge-commissaire : M. BLATCHE
 Date de cessation des paiements le 05/10/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0116

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARLU M.A.I CONSTRUCTION** 52 boulevard Gabriel Koenigs Chez Ixion centre d'affaires 31300 TOULOUSE
 bardage, couverture, maçonnerie générale, étanchéité, photovoltaïque, tous travaux de bâtiment
 RCS 535 178 479
 mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6
 Juge-commissaire : M. BLATCHE
 Date de cessation des paiements le 22/04/2016.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2016RJ0143

Jugement du 09/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement **M. AMRI Ramzi** 5 impasse des Hérons 31000 TOULOUSE
 Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5
 RM 538 644 279.

N° PC : 2015RJ0947

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la **SARLU I-SMOKE WEB** 9 rue Temponières 31000 TOULOUSE
 Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
 RCS 792 296 832.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES

infogreffe Les Greffes des Tribunaux de Commerce

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2015RJ0948

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la
SARLU I-SMOKE 31
9 rue Temponières 31000 TOULOUSE
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE
RCS 533 863 833.

N° PC : 2017EX0008 (GTC Béziers)

Jugement du 01/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la
SASu HOLDING CASAS
15 rue des Caraïbes 31130 BALMA
activité de marchands de biens
RCS 442 956 975
mandataire judiciaire : Me SAINT ANTOIN Gilles 10 bis rue Boieldieu 34500 BEZIERES
Administrateur : la SELARL FHB Représentée par Me Jean-François BLANC 5 rue des Salins 34070 MONTPELLIER
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion
Date de cessation des paiements le 27/07/2016.
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

CLOTURES

N° PC : 2016RJ0127

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour extinction du passif de
Monsieur BARHOUMI Brahim
126 chemin de la Flambère 31300 TOULOUSE
RM 801 687 013.

N° PC : 1998RJ0437

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour extinction du passif de
FEDULLO Fedel
75 boulevard Matabiau 31000 TOULOUSE
RCS 399 667 484.

N° PC : 2015RJ0741

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur GABRIEL Thierry
3 route Départementale 813 31450 MONTGISCARD
RM 334 531 738.

N° PC : 2015RJ1042

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur THOURON Nicolas
66 avenue de Toulouse Apt 205 31150 BRUGUIERES
RM.

N° PC : 2016RJ0034

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur Ghulam Mustafa BUTT
9 ter avenue de Lyon 31500 TOULOUSE
RM 807 420 476.

N° PC : 2013RJ0051

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL OKINAWA
41 boulevard de Thibaud 31100 TOULOUSE
RCS 535 358 527.

N° PC : 2013RJ0082

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU OMEGACOM.
100 route de Toulouse 31270 CUGNAUX
RCS 494 635 469.

N° PC : 2013RJ0110

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU CFT - < Centre France Traitement >
16 boulevard de la Lèze Zone d'Activité du Mandarin 31600 EAUNES
RCS 492 194 485.

N° PC : 2013RJ0798

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SA BURO OCCITAN «BUROCLUB TOULOUSE»
78 allée Jean Jaurès Le Pre Catelan-Batiment F 31000 TOULOUSE
RCS 443 285 697.

N° PC : 2014RJ0431

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
coop ouv ARL ARIA - ENERGIE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENT
50-58 chemin de Baluffet Zone artisanale de Baluffet Bâtiment numéro 5 31300 TOULOUSE
RCS 418 588 026.

N° PC : 2014RJ0447

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL GE M.M.
71 route de Tarbes 31170 TOURNEFEUILLE
RCS 524 510 021.

N° PC : 2014RJ0703

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS BACATA
9 et 11 rue de Kourou Zone Artisanale ou Zone d'Activité de Montredon 31240 L'UNION
RCS 414 750 521.

N° PC : 2014RJ1165

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL SCOP P.R.A.T
490 chemin des Agries Z.A. Les Agries 31860 LABARTHE-SUR-LEZE
RCS 435 092 150.

N° PC : 2015RJ0020

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL H ET T ENGIN
27 boulevard du Comminges 31800 SAINT-GAUDENS
RCS 441 016 771.

N° PC : 2015RJ0039

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL SIECLE D'OR
11 rue Pierre Mendès-France 31140 SAINT-ALBAN
RCS 503 343 634.

N° PC : 2015RJ0041

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL EVOLU-SHOP
41 rue Georges Ohnet 31200 TOULOUSE
RCS 532 673 563.

N° PC : 2015RJ0063

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL ALFRED & POPPINS
26 avenue des Îles 31650 SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE
RCS 509 163 168.

N° PC : 2015RJ0071

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL G.V.CONSTRUCTION
39 boulevard Saragat 31800 SAINT-GAUDENS
RCS 508 693 090.

N° PC : 2015RJ0077

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU A.B.C.D
chemin du Pradas 31410 MAUZAC
RCS 529 822 025.

N° PC : 2015RJ0090

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU ALAIN BONNET
49 bis avenue des Pyrénées Centre Commercial Verte Campagne 31120 LA-CROIX-FALGARDE
RCS 342 918 679.

N° PC : 2015RJ0091

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL PK CREATION
10 bis impasse des Rossignols 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH
RCS 798 173 621.

N° PC : 2015RJ0097

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU A LA SANDALE
1178 route de Montauban 31340 VILLE-MUR-SUR-TARN
RCS 793 292 475.

N° PC : 2015RJ0099

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
S.A.R.L. SERELEC-SYSTEM
44 rue de Marclan zac Porte de Muret 31600 MURET
RCS 414 132 746.

N° PC : 2015RJ0100

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL LA FLECHE SERVICES AUTOS
36 avenue Jacques Douzans 31600 MURET
RCS 509 310 546.

N° PC : 2015RJ0117

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL MMB
105 route de Toulouse 31410 NOE
RCS 498 584 408.

N° PC : 2015RJ0234

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL EL MINOT
6 BIS place du Castelet 31150 BRUGUIERES
RCS 794 492 124.

N° PC : 2015RJ0538

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS LE 150
25 rue des Moulins 31000 TOULOUSE
RCS 801 852 906.

N° PC : 2015RJ0766

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL PRO-POSE
9 rue de Turin Apt B 54. 31500 TOULOUSE
RCS 801 601 212.

N° PC : 2015RJ0815

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL GUESNIER
1 avenue Pierre Durand Espace économique de Moudran 31470 FONSORBES
RCS 488 344 052.

N° PC : 2015RJ0843

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL GROUPE MA-SECURITE
1 rue Gaspard Gustave Coriolis Zone Industrielle La Ménude II 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH
RCS 500 028 543.

N° PC : 2015RJ1121

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL AMFM
chemin de l'Horte 31250 REVEL
RCS 519 127 195.

N° PC : 2016RJ0126

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU U MARKET
7 place de Milan 31100 TOULOUSE
RCS 752 292 920.

N° PC : 2016RJ0613

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU SOCIETE CONCI
91 rue Jean Jaurès 31150 FENOUILLET
RCS 810 293 019.

N° PC : 2016RJ0624

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS Ateliers Terzi
9 rue Mondran 31400 TOULOUSE
RCS 799 783 345.

N° PC : 2016RJ0627

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL Lafon PC & Multi-Services
1 boulevard Jean Gay Centre Commercial Carrefour Market 31170 TOURNEFEUILLE
RCS 515 052 926.

N° PC : 2016RJ0646

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU C.A.M. Officines
14 A avenue de la Gare 31120 PORTET-SUR-GARONNE
RCS 800 461 584.

N° PC : 2013RJ0119

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS SILIKEN FRANCE
8 chemin des Genêts Centre Secondo 31120 PORTET-SUR-GARONNE
RCS 503 159 733.

N° PC : 2014RJ0052

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL LAUZERTE MICHEL
49 avenue des Pyrénées Centre Commercial Verte Campagne 31120 LA-CROIX-FALGARDE
RCS 438 640 864.

N° PC : 2014RJ1151

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL RUBEN'S AUTOMOBILES
6 route de Paris 31150 FENOUILLET
RCS 531 912 566.

N° PC : 2015RJ0019

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL TRANSPORTS OUCHENANE
8 Impasse de l'Hippodrome Appartement 15 31100 TOULOUSE
RCS 533 173 381.

N° PC : 2015RJ0028

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL RENOVATION FENETRES ISOLATION 31
26 chemin de la Glacière 31200 TOULOUSE
RCS 534 012 646.

N° PC : 2015RJ0029

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS à associé unique FUTURA SOLUTION
55 avenue Louis Breguet Bâtiment Ariane 31400 TOULOUSE
RCS 790 820 385.

N° PC : 2015RJ0030

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL IMAGE
35 Chemin des Andains 31280 AIGRE-FEUILLE
RCS 532 359 460.

N° PC : 2015RJ0051

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU Marcel
116 route de Labège 31400 TOULOUSE
RCS 753 010 164.

N° PC : 2015RJ0052

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL LE FRANCE
41 avenue Raymond Sommer 31480 CADOURS
RCS 802 954 735.

N° PC : 2015RJ0053

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SAS MONA FACTORY
16 barrière de Lombes 31300 TOULOUSE
RCS 753 520 899.

N° PC : 2015RJ0065

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SCOPARL BOIS ET SOLEIL TOULOUSAIN
118 avenue du Comminges 31270 CUGNAUX
RCS 791 330 285.

N° PC : 2015RJ0089

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU SOCIETE GENERALE DE BATIMENT ET DE CHARPENTE
59 rue du Pech 31100 TOULOUSE
RCS 519 693 865.

N° PC : 2015RJ0105

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL SOGTRANS
6 avenue de Fondreyre 31200 TOULOUSE
RCS 789 593 860.

N° PC : 2015RJ0135

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SarL GARAGE DE LA PLACE
place du Château 31330 MERVILLE
RCS 751 746 603.

N° PC : 2015RJ0356

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL ATA Group
26 chemin de la Glacière 31200 TOULOUSE
RCS 533 721 981.

N° PC : 2015RJ0442

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL LIRANDA
2 chemin de Gabardie Centre Commercial Gramont 31200 TOULOUSE
RCS 752 809 376.

N° PC : 2015RJ0511

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARLU THE LOFTS
76 allée Jean Jaurès 18ème Étage 31000 TOULOUSE
RCS 521 385 245.

N° PC : 2015RJ0599

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
SARL SAMA INTERNATIONAL
52 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE
RCS 450 432 992.

N° PC : 2015RJ0062

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur EL MOUJADDIDI Mohamed El Baker
31 boulevard Charles de Gaulle 31800 SAINT-GAUDENS
RCS 389 332 859.

N° PC : 2012RJ0379

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur KHATIBI Francis
11 impasse de la Bigorre ZAC du Mandarin 31600 EAUNES
RCS 530 775 113.

N° PC : 2013RJ0092

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur LACOMBE Franck
13 route de Légevin 31490 BRAX
RCS 409 034 402.

N° PC : 2015RJ0080

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de
Monsieur ELAOUAMAD Abdellatif
26 rue de la Bourdette 31470 FONSORBES
RCS 531 419 810.

DIVERS

N° PC : 2014RJ1145

Jugement du 09/02/2017 : modification du plan de sauvegarde
SARL MRJ ROQUES
8 allée de Fraixinet 31120 ROQUES
RCS 494 182 496
Commissaire à l'exécution du plan : la SCP CAVIGLIOLI-BARON-FOUROUIE en la personne de Me CAVIGLIOLI 10 rue d'Alsace-Lorraine 31000 TOULOUSE.

Jugement du 09/02/2017 prononçant l'extension de procédures collectives de :
SA BOXER BIKES
36 rue Georges Ohnet 31200 TOULOUSE
No RCS : 315 388 298 RCS Toulouse à la SA ROAD MASTERS – 36 rue Georges Ohnet – 31200 TOULOUSE
RCS 393.468.459
à la SARL MD GESTION – 36 rue Georges Ohnet – 31200 TOULOUSE
RCS 421.974.858
Et constate la confusion des patrimoines. Liquidateur judiciaire : Me VINCENEUX Liliane 5 rue du Prieur BP 28027 31080 TOULOUSE Cedex 6.

Pour vos demandes de devis :



Notre numéro de téléphone :

09 83 27 51 41

Notre adresse mail :

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

MARCHÉ PUBLIC



Identification de la collectivité contractante : Commune de Lagardelle-sur-Lèze (31870)

Mode de passation choisi : Procédure adaptée

Nature du Marché : Marché de travaux
Objet : Réalisation d'une liaison douce avec busage et trottoirs chemin de la Crabo

Retrait des dossiers : Mairie de Lagardelle-sur-Lèze, service urbanisme Tél. 05.62.11.59.85 courriel : christianfont@orange.fr ou par téléchargement www.accesmapa.fr ou www.marchesonline.com

Critères d'attribution : Valeur technique de l'offre : 55 % - Prix : 45 %

Date limite de réception des offres : Mercredi 29 mars 2017 à 12 heures

Date d'envoi de l'avis de publication : Lundi 20 février 2017

Date de début des travaux : Mai 2017

CONSTITUTIONS

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution, sans apport en nature de la Société Civile «**SCI LES VIGNES DE CAPENS**».

OBJET : - L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, la location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles; - La construction et la restauration de tous immeubles commerciaux, professionnels et d'habitation; - Et d'une façon générale, toutes opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement et indirectement à l'objet précité, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société. **SIÈGE SOCIAL** : NOE (31410) impasse Ramoundet n°6, ZAC des Serres.

DURÉE : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. **CAPITAL SOCIAL** : 1.000 Euros libéré entièrement divisé en 100 parts de 10 Euros constitué uniquement d'apports en numéraire.

GERANCE : Monsieur Jean-Philippe CHET-CUTI, demeurant à RIEUX (31310) rue Saint Julien N°22. **CESSION DE PARTS** : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et en cas d'apport à une société-holding dont l'associé-apporteur est majoritaire avec les membres directs de sa famille (conjointe et enfants) exclusivement. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social. **IMMATRICULATION** : RCS de TOULOUSE.

SCP

« Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, notaires associés »
56 RUE DU PRÉSIDENT WILSON
31220 CAZERES SUR GARONNE

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Philippe CHALLEIL, Notaire associé à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 17 février 2017, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Et accessoirement, la construction et la vente ces immeubles construits.

La dénomination sociale est : SCI MILA. Le siège social est fixé à : COLOMIERS (31770), 4 allée du Gévaudan.

La société est constituée pour une durée de 99 années. Le capital social est fixé à la somme de : CENT EUROS (100,00 EUR) composé uniquement d'apports en numéraire.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le premier gérant de la société est : Madame Marie-Ange GARCIA, épouse de Monsieur Cédric PERSONNE, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170), 6 Rue du Val de Louron.

La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

Pour avis
Le notaire.

Par acte SSP du 28/01/2017, il a été constituée une SARL dénommée : «**RABSO TRAVAUX** » au capital de 1000 euros. Siège social : 17 rue des Ecoles 31530 LEVIGNAC. Objet : travaux d'électricité générale du bâtiment. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse. Gérant : M. MONTNACH Benoit demeurant 17 rue des Ecoles 31530 LEVIGNAC nommé pour une durée indéterminée.

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 8 février 2017, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : JMW CAPITAL
FORME : Société par Actions Simplifiée (SAS)

CAPITAL : 4.000.000€
SIÈGE : Le Crac 31290 GARDOUCH

OBJET : Prise de participation dans toutes sociétés, contrôle et participation active dans la conduite des filiales ; soutien financier administratif et juridique à ses filiales ; toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

DURÉE : 99 ans
ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément donné par décision de la collectivité des actionnaires statuant selon les règles définies à l'article 18 «Agrément des cessions» des statuts.

PRÉSIDENT : Monsieur Jean-Michel WURFEL, demeurant Le Crac 31290 GARDOUCH

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,



Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par **Me Nicolas GATUMEL**, notaire à TOULOUSE, le 20/02/2017, il a été constitué la société dont les caractéristiques sont :

Forme : Société par Action Simplifiée
Dénomination : JYMD

Siège : CASTELGINEST (31780), 12, rue de la Barthe

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Objet : Le traitement de données, l'hébergement. Le conseil sur les fins de défiscalisation. Et plus généralement, toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ainsi que la participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique, sociétés créées ou à créer dont l'activité est susceptible de concourir à la réalisation dudit objet, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou achat d'actions, de parts sociales, d'obligations ou de tous titres quelconques, de fusion, de scission, d'apport de société en participation, de groupement, d'alliance, de commandite ou autres.

Capital social : 1.000,00 €, divisé en 1000 actions de 1€ chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs. Apports entièrement en numéraire.

Président : Monsieur Arnaud LARROZE, demeurant à CASTELGINEST (31780), 12 rue de la Barthe.

Directeur Général : Monsieur Julien MENIER demeurant à RENNES (35000), 2 Place du bas des Lices

Conditions d'admission aux assemblées et exercice du droit de vote: être actionnaire. Une action égale une voix.

Cession d'actions : Libres entre associés. Toute autre cession soumise à agrément.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, La gérance.

Avis de constitution

Aux termes d'un acte SSP en date du 16 février 2017 il a été constitué une société

Dénomination sociale : WELLNESS AND BEAUTY BY EGEC, Siège social 12 avenue Etienne Billières 31300 TOULOUSE, Forme SASU, Capital 100 Euros, Objet social vente de produits cosmétiques et parfumerie, présidente Madame EKOUMA Christelle demeurant 5 rue Jean Parisot de la Valette apt 5132, 31100 TOULOUSE élue pour une durée indéterminée. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Président : Monsieur Arnaud LARROZE, demeurant à CASTELGINEST (31780), 12 rue de la Barthe.

Directeur Général : Monsieur Julien MENIER demeurant à RENNES (35000), 2 Place du bas des Lices

Conditions d'admission aux assemblées et exercice du droit de vote: être actionnaire. Une action égale une voix.

Cession d'actions : Libres entre associés. Toute autre cession soumise à agrément.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis, La gérance.

Avis de constitution

Forme : SASU Dénomination : LIDWINA

Siège Social : - 1 rue de Verdun, 31790 ST JORY - Capital Social : 1 000 euros souscrit en numéraire - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse - Objet : Soins énergétiques corporel. Accompagnement individuel et de groupe dans le développement personnel. Formation continue. Les cessions d'actions sont librement cessibles et négociables.

Présidente : Madame MELLADO Ludvine demeurant au 298 G Route de Villaudric, 31 620 Bouloc.

Pour avis et mention,
Le Gerant

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : EURL LE FOUSSERET OPTIQUE

FORME : Société unipersonnelle à responsabilité limitée

SIÈGE SOCIAL : 12, Place de la Halle - 31430 LE FOUSSERET

OBJET : Opticien-lunetier, commerce de détail d'optique : vente et montages de verres correcteurs, vente de lunettes, vente de lentilles de contact, vente de produits d'entretien pour les lunettes et les lentilles, vente d'articles divers

DURÉE : 99 ans
CAPITAL : 5 000 euros

GERANCE : Céline BERNIER, épouse CAZENEUVE, demeurant 546, Rue du Tapiou - 31220 MONDAVEZAN

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis.

Avis de constitution

Suivant acte authentique en date du 13/02/2017, il a été constitué une SASU.

Dénomination : CAP AUTOMOBILES. Objet : - Achats ventes de véhicules neufs et d'occasions, location de véhicules, grosse et distributeur de pièces détachées neuves et d'occasions pour automobiles et agricoles, prestations mécanique et carrosserie, démantèlement d'épaves, distributeur de presse, services administratifs - Siège social : 4 rue de roques 31270 VILLENEUVE TOLOSANE. Capital : 4000 €. Durée : 99 ans. Président: M. Driss EL BOUZAKRI EL IDRISI, 5 rue des bergeronnettes 31270 VILLENEUVE TOLOSANE. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, projection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

LA MEILLEURE FAÇON DE
TROUVER
UN TRAVAIL
C'EST D'ALLER AU

TIAF

LE SALON
TRAVAIL-AVENIR-FORMATION
DE LA RÉGION

3/4 MARS
TOULOUSE
PARC DES EXPOSITIONS
9H30 - 17H30

+ Plus d'infos sur ► laregion.fr



Toutes vos questions formation au

0 800 00 70 70

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Inscription entreprises **3995**

(0,15 euro/min)

